

Source :

http://www.socialter.fr/fr/module/99999672/555/selon_l'conomiste_gal_giraud_il_y_assez_dargent_pour_financer_la_transition

Téléchargement 15 12 2017

Selon l'économiste Gaël Giraud, il y a assez d'argent pour financer la transition

Olivier Cohen de Timary & Anthony Guidoux, Le 14/12/2017

Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française de développement (AFD), livre un état des lieux lucide sur la transition énergétique. Et montre comment la finance a la possibilité concrète de nous éviter la catastrophe. Entretien.

Désinvestissement des énergies fossiles, neutralité carbone, limite du réchauffement à +2° C... Considérez-vous que nous prenons le bon chemin des objectifs de l'Accord de Paris adoptés fin 2015?

Nous allons trop lentement. Si l'on veut contenir le réchauffement climatique à la fin du siècle en-dessous de 2° C, il ne nous reste plus que trois ans, d'après la plupart des simulations. Il faut qu'en 2020 la courbe des émissions soit infléchi au niveau planétaire, sinon nous ferons très probablement plus de 2° C. Les simulations que nous réalisons à l'AFD suggèrent que c'est peut-être déjà trop tard. La vraie question aujourd'hui, c'est plutôt comment réussir à contenir le réchauffement en dessous de 2,5 °C... Certains pays comme la Colombie ou le Mexique, pour ne citer qu'eux, sont sur la bonne voie. D'autres en sont loin, à l'instar de l'Afrique du Sud.

Cet entretien a été publié initialement dans le dernier Hors-série N°2 finance solidaire 2018, disponible en kiosque et sur [notre boutique](#).

Quels sont les freins?

La plupart des pays des Nations unies ont rendu à Laurent Fabius en décembre 2015 leurs engagements volontaires sur la limitation de leurs émissions de gaz à effet de serre (nommés INDC) jusqu'en 2030. Les climatologues, notamment à l'institut Pierre-Simon Laplace, les ont agrégés et ont simulé la trajectoire correspondante du réchauffement climatique au-delà de 2030. Résultat : même si tout le monde tient sa promesse, nous nous dirigeons vers un monde à +3-3,5 °C. Donc l'engagement des +2 °C n'est pas tenu. Deuxième frein : de nombreux pays ne savent pas comment s'y prendre pour mettre en œuvre leur feuille de route. Parfois, c'est dû à l'insuffisance de réflexion de la part des économistes. La Chine, par exemple, a conçu son INDC en utilisant un modèle macro-économique construit sans chômage, ni dette. C'est préoccupant de la part d'un pays qui est le premier concerné par toutes ces questions, non ? Troisième sujet à prendre en compte : aujourd'hui on connaît à peu près le budget carbone que nous avons encore le « droit » de dépenser. On peut émettre environ 1 200 gigatonnes supplémentaires de CO2 dans l'atmosphère tout en restant vraisemblablement en dessous des 2 °C. Comment répartir cette « enveloppe » de CO2 entre les différents pays ? Il n'y a pas de consensus. C'est le sujet principal des discussions internationales, chacun engageant un bras de fer avec les autres pour s'autoriser à polluer plus. Il faut sortir d'une logique de déclarations généreuses qui dissimulent des passagers clandestins à une logique réellement collective.

Comment passer d'un budget global à des budgets nationaux?

J'ai collaboré à un travail de la société Beyond Ratings sur la question. Partant de cette enveloppe de 1 200 gigatonnes, nous avons simulé des milliers de clés de répartition selon différents critères pour chaque pays (PIB, émissions de gaz actuelles, croissance de ces émissions, etc.) et selon les diverses

pondérations que l'on peut accorder à chacun de ces critères. Et nous avons retenu la répartition qui a statistiquement le plus de chance d'émerger. C'est un exercice agnostique qui ne privilégie aucune option par rapport à une autre mais qui les envisage toutes et identifie celle qui a les meilleures chances de sortir d'une négociation rationnelle. Le résultat est très parlant : on obtient des budgets nationaux qui ont du sens. Et c'est très robuste. Si vous retirez un critère sur la vingtaine envisagée pour chaque pays, le budget alloué ne varie quasiment pas.

“Nous ne vivons pas dans un monde de raréfaction de la monnaie. Mais nous devons savoir comment rendre rentables les investissements dans des infrastructures vertes.”

Vous citez le Mexique et la Colombie comme des exemples à suivre en matière de transition énergétique. Qu'ont-ils mis en place?

Le ministère des finances de Bogota et celui de la planification ont signé un partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour que nous co-développons, avec la bénédiction de la Banque centrale colombienne, un nouveau modèle macro-économique qui prenne en compte l'impact du dérèglement climatique et, en particulier, des phénomènes El Niño et El Niña, ainsi que le chômage et les dettes privées et publiques. Le gouvernement colombien a compris qu'El Niño lui a coûté 2 ou 3 points de PIB en deux ans et lui a valu 3 à 4 points d'inflation supplémentaire. Grande lucidité de la part de l'administration publique colombienne. Par comparaison, au printemps dernier, le Trésor public de Pretoria m'a affirmé estimer que l'impact du réchauffement serait négligeable sur l'économie sud-africaine, à une période où les réserves en eau potable de Cape Town étaient évaluées à 20 jours et où la prochaine pluie était attendue avec anxiété... Du côté de Mexico, les différents ministères que j'ai rencontrés sont conscients de la nécessité de passer d'un modèle d'économie basée sur l'extraction minière à une société fondée sur le renouvelable.

On estime qu'il faudrait mobiliser environ 90 trillions de dollars d'ici 15 ans pour financer la transition énergétique. Où trouver tout cet argent?

Les chiffres varient en fonction des estimations. 90 trillions, c'est le chiffre avancé par l'économiste Nicholas Stern. Adair Turner a quant à lui fait des calculs un peu plus optimistes, qui concluent à un ordre de grandeur de 50 trillions. La vérité se situe probablement entre les deux. Cela reste énorme, puisque le PIB mondial est évalué à 60 trillions environ. Mais c'est très raisonnable comparé à la valeur des actifs financiers dérivés qui était évaluée par la Banque des Règlements Internationaux à 482,9 trillions fin 2016, soit 8 fois le PIB mondial.

Ensuite, sur la question du financement, un mythe tenace voudrait qu'il n'y ait plus d'argent dans les caisses. C'est faux. On n'a jamais eu autant de capital qu'aujourd'hui, notamment grâce aux politiques monétaires des banques centrales. La question, c'est de savoir comment placer cet argent au bon endroit. Il faut savoir que les investisseurs institutionnels de long terme – compagnies d'assurance, fonds de pension – ont énormément d'épargne qu'ils ne savent pas où investir. Nous ne vivons pas dans un monde de raréfaction de la monnaie. Mais nous devons savoir comment rendre rentables les investissements dans des infrastructures vertes. Selon moi, la réponse tient notamment à l'installation d'une tarification carbone volontariste, sinon mondiale, du moins européenne.

À quel niveau de prix idéalement?

Le rapport de la commission Stern-Stiglitz, auquel j'ai eu la chance de contribuer, considère qu'il faut arrêter de rêver d'un prix mondial unique du carbone. Les systèmes industriels, électriques notamment, sont trop variables d'un pays à l'autre. En revanche il est possible de se mettre d'accord sur un corridor, c'est-à-dire un prix plancher, un plafond et une pente d'accélération. Ce même rapport préconise un corridor de 40 à 80 dollars par tonne de CO₂ en 2020, et de 50 à 100 dollars (inflation déduite) en 2030.



Les banques affichent toutes de grandes ambitions côté financement de la transition. Vont-elles assez loin?

Le gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre, Mark Carney, a fait un discours retentissant fin 2015, expliquant que, désormais, le climat représentait un risque majeur pour la stabilité de la sphère financière. Depuis lors, certaines banques font de réels progrès. En France, la banque néerlandaise Triodos, par exemple, ne finance que des projets favorables à la transition. Cependant, la vertu isolée est nécessaire mais insuffisante. L'un des problèmes structurels touche au taux d'actualisation utilisé par le secteur bancaire privé pour valoriser le rendement d'un investissement ou d'un prêt : à 8 % par an, très peu de projets verts sont rentables. Même l'État évalue ses projets à 4,5 %. Qu'est-ce qui justifie de tels taux d'escompte ? L'analyse économique néo-classique, pour une fois, dit juste : le « bon » taux d'escompte devrait être égal au taux de croissance réel de l'économie. Or la croissance potentielle des pays occidentaux est très faible et, à coup sûr, très inférieure à 4,5 %. Il faut donc réviser cette pratique et adopter un taux d'escompte proche de zéro, ce qui serait beaucoup plus réaliste et contribuerait à réduire le coût en capital des infrastructures liées au renouvelable.

Les rendements exigés par les marchés financiers constituent aussi un problème.

Les marchés de capitaux continuent d'exiger des taux de rentabilité interne (TRI) de l'ordre de 15 % par an, c'est extravagant dans un monde avec une croissance durablement en berne ! Même avec une taxe carbone volontariste, nous n'arriverons jamais à de tels taux pour les projets verts. Ces ambitions ne sont atteignables qu'au moyen d'opérations financières à fort effet de levier qui ne créent aucune richesse réelle. Dernier grand sujet : la révision des instruments comptables et prudentiels. Certaines banques sont favorables à une révision du cadre prudentiel dit Bâle III par l'octroi d'un bonus qui leur serait accordé via une réduction des exigences de fonds propres chaque fois qu'elles accorderaient des crédits « verts ». Excellente idée. Mais la question est tout autant de réduire les crédits « bruns » qui continuent de financer des activités polluantes. Ce qu'il faut, c'est un malus qui augmente les exigences de fonds propres chaque fois qu'une banque finance des activités qui détruisent la biosphère.

C'est d'autant plus indispensable que les banques européennes continuent d'être dangereusement sous-capitalisées.

Vous citiez dans une récente conférence la possibilité de mettre en place un système de garantie publique pour financer la transition, via une société financière spécifique. Pourriez-vous nous en dire plus?

En 2008, la France a mis sur pied en quelques jours la Société de financement de l'économie française, la SFEF. Elle avait pour mission de refinancer les grandes banques françaises qui, toutes au bord de la faillite, refusaient de se prêter les unes aux autres et menaçaient de provoquer une thrombose du marché interbancaire. La SFEF a bénéficié de la garantie publique, grâce à laquelle elle a pu lever 70 milliards d'euros sur les marchés en un an, qu'elle a prêtés à bas taux aux banques tétanisées. Mais comme il s'agissait d'une société privée, cette dette n'a pas été comptabilisée par Eurostat dans la dette publique française en 2009. Ce que nous avons fait pour sauver les banques, qu'est-ce qui nous empêche de le faire pour sauver la planète?

“Ce que nous avons fait pour sauver les banques, qu'est-ce qui nous empêche de le faire pour sauver la planète ?”

En juin, Donald Trump annonçait le retrait des États-Unis des Accords de Paris. C'est le bon moment pour que l'Europe prenne le leadership sur cette question?

Parvenir à une transition efficace suppose de l'argent, des ingénieurs de haut niveau et une population éduquée pour surmonter l'effet rebond. Si vous prenez ces trois critères, il n'y a que deux zones au monde qui peuvent le faire : l'Europe et le Japon. Mais le Japon est plongé dans la déflation depuis 25 ans du fait de la crise financière et immobilière de 1990. Une partie de l'Europe est au bord de la déflation à cause du krach des subprimes... Il est vraiment temps qu'elle se ressaisisse, se réorganise politiquement, économiquement et financièrement autour de la transition écologique. C'est une extraordinaire opportunité. Il se peut même que l'on arrive à sauver le projet politique européen grâce à cela.

Voyez-vous une décorrélation possible entre croissance économique et consommation d'énergie?

Toute énergie confondue ? Non, ça me paraît compliqué. Nous vivons sur Terre : les deux premières lois de la thermodynamique s'imposent à nous. C'est une simple réalité physique, vous ne pouvez rien faire et je ne peux rien faire sans consommation d'énergie et de matière. Sauf à gonfler artificiellement le PIB par des bulles immobilières ou financières. En 2014, avant de se raviser, l'OCDE avait proposé d'inclure la prostitution dans le PIB... La bonne question c'est : quelle énergie dissipons-nous ? Passer de 80 % d'énergies fossiles, comme c'est le cas aujourd'hui, à beaucoup moins, voire zéro, d'ici 2070, j'espère bien que c'est faisable. Sinon, on court à la catastrophe.

Photos: @ Erwan Floc'h